



Revue de presse

Semaine du 8 au 14 janvier 2022

A NE PAS MANQUER

SALON

Salons : le point sur les reports et les maintiens LE CUISINIER 12/01/2022

A LIRE

HABITUDES DE CONSOMMATION / FILIERE / AGRICULTURE

Mickaël Nogal nommé directeur général de l'Ania

NEORESTAURATION 07/01/2022

Mickaël Nogal, actuellement Député de la Haute-Garonne est nommé Directeur général de l'ANIA. Il prendra ses fonctions le 1er mars prochain, après la fin de la session parlementaire. Il succède à Catherine Chapalain et Gilles Rouvière qui a assuré l'intérim.

Alimentation : la viande cellulaire peut-elle séduire le consommateur ?

LA CROIX 09/01/2022

De nombreuses entreprises se lancent dans la production de viande cellulaire, cultivée en laboratoire, avec l'ambition de conquérir des marchés de masse. Cette alternative à la viande animale peut-elle séduire le consommateur ?

Marketing digital : 10 campagnes succès food qui ont fait pétiller Noël 2021 !

SNACKING 14/01/2022

Tout le monde n'est pas Mariah Carey, qui, avec son spot « All I want for Xmas is youuuuu ! » doit toucher le jackpot chaque année, à Noël ! Pour émerger durant cette période, et particulièrement dans le contexte pandémique actuel, les acteurs de la restauration rapide sont contraints de sortir le grand jeu afin d'offrir des moments inoubliables et magiques à leurs utilisateurs. Voici 10 campagnes qui font du bien au moral et au portefeuille et que nous avons particulièrement aimées !

RESTAURATION COLLECTIVE

Picard vient compléter les offres de restauration collective avec ses snackbars connectés

NEORESTAURATION 13/01/2022

En deux ans, le snackbar connecté Picard a connu un succès grandissant. Aujourd'hui, la soixantaine de distributeurs automatiques installés permet à 50 000 français de se restaurer au quotidien, directement sur leurs lieux de vie. Une alternative sûre et accessible qui vient compléter les offres de restauration collective d'entreprises, hôpitaux, écoles et universités. L'enseigne a pour objectif d'implanter une vingtaine de nouveaux snackbars connectés d'ici à la fin du premier trimestre 2022.

Restau'co participe à l'opération 10 000 communes en Bio-Local dans les cantines scolaires

NEORESTAURATION 13/01/2022 - Restau'co annonce sa participation à l'opération 10 000 communes en Bio-Local dans les cantines une action proposée par le Lobby des Consciences.

AMI « accélérer la transition alimentaire » : les premiers projets sont sélectionnés et une seconde session de candidature est lancée

SNACKING TODAY 13/01/2022 - Lancé le 28 juin 2021, l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Accélérer la Transition Alimentaire » a pour objectif de soutenir les projets à fort potentiel en faveur d'une alimentation durable, saine...

Loi 3DS différenciation, la décentralisation et la déconcentration : pas de trêve hivernale pour les adjoints gestionnaires

L'Assemblée nationale a adopté mardi 4 janvier, avec une très large majorité, le projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation et la déconcentration, qui prévoit dans son article **41 le transfert de l'autorité fonctionnelle des adjoints gestionnaires vers les collectivités territoriales en matière de restauration, d'entretien général et de maintenance des infrastructures et des équipements.**

Censé permettre “une meilleure articulation entre les responsables des établissements d'enseignement du second degré et les collectivités territoriales”, ce transfert d'autorité fonctionnelle a **au contraire** été décrit dans l'étude d'impact précédant le vote de la loi comme allant “à l'encontre du principe même d'autonomie de l'EPL” et de nature à “remettre en cause l'actuel fonctionnement de l'EPL” (pages 379 à 381) :

En effet, l'exercice par la collectivité de rattachement d'une autorité fonctionnelle directe sur l'adjoint reviendrait, d'une part, à « contourner » le chef d'établissement mais également à le déposséder, de fait, de tout pouvoir sur l'ensemble de la gestion matérielle de l'EPL, puisque les personnels ATTE, actuellement placés sous l'autorité fonctionnelle du chef d'établissement, passeraient sous l'autorité fonctionnelle de l'adjoint, donc de la collectivité.

La prochaine étape est celle de la commission mixte paritaire (CMP) entre l'Assemblée nationale et le Sénat programmée le 27 janvier, qui a vocation à parvenir à un texte de compromis. Son adoption durant cette mandature n'est toutefois pas acquise compte tenu des fortes divergences entre les deux assemblées et du calendrier contraint par les échéances électorales

- [Le texte provisoire](#)

Des outils pour l'application de la loi EGAlim

Le Conseil national de la restauration collective (CNRC) publie **deux guides à destination des acheteurs publics en restauration collective** qui constituent un outil d'accompagnement pour la mise en œuvre des objectifs de 50% de produits durables et de qualité, dont au moins 20 % de produits biologiques, dans les repas servis en restauration collective à partir du 1^{er} janvier 2022.

[retrouvez le **guide pour la gestion directe** sur le site ma-cantine-1.gitbook.io]

[retrouvez le **guide pour les prestations livrées** sur le site ma-cantine-1.gitbook.io]

RESTAURATION COMMERCIALE

Alexis Bourdon quitte McDonald's France et le Snarr

BRA RESTAURATION 11/01/2022

Alexis Bourdon, qui exerçait comme Chief financial officer chez McDonald's France depuis 2010, quitte ses fonctions. Ce départ met également fin à son mandat au sein du Conseil d'administration du Snarr (Syndicat national de l'Alimentation et de la restauration rapide), qu'il présidait depuis 2014.

⇒ **SNACKING**

Dégradation à vitesse grand V dans les CHR. Les syndicats en appellent au gouvernement

SNACKING 10/01/2022 - Passés de vert à orange, les signaux affichent rouge avec une situation qui ne fait qu'empirer pour les restaurants, cafés et hôtels. Les 4 organisations professionnelles représentatives du secteur le GNI, le GNC, le SNRTC et l'Umih tirent de nouveau la sonnette d'alarme auprès du gouvernement. Elles demandent à ce que les nouvelles exigences et contraintes soient de nature à ouvrir, ou rouvrir, le droit à des nouvelles aides et accompagnements.

⇒ **NEORESTAURATION**

« Place à l'emploi », une initiative de Metro France avec l'Umih et le GNI

BRA RESTAURATION 11/01/2022

Aujourd'hui, près de 220 000 emplois sont à pouvoir dans les cafés, bars et restaurants. Soucieux de soutenir le secteur en proie à ces difficultés de recrutement, Metro France lance, en lien avec l'Umih et du GNI, l'opération « Place à l'emploi ».

Prise en charge des coûts fixes : le seuil maintenu à 50 % de perte de CA

BRA RESTAURATION 10/01/2022

Le seuil de prise en charge des coûts fixes ne sera pas à nouveau abaissé. Le 3 janvier dernier, le ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance Bruno Le Maire annonçait que ce dispositif concernerait désormais toutes les entreprises ayant perdu au moins 50 % de leur CA (contre 65 % auparavant) en raison de la crise sanitaire et des restrictions imposées.

5eme vague: La distribution automatique en danger

NEORESTAURATION 11/01/2022

« La distribution automatique en danger : avec le renforcement des mesures sanitaires, les professionnels de la « pause-café » s'enfoncent dans la crise ».

TOP DES INDÉPENDANTS DE LA RESTAURATION COMMERCIALE

ZEPROS Distributeurs RHD - Le futur sur le feu Classement : 130 champions régionaux de la restauration indépendante (4e année)

INFOS INTERNES

Anders Røed, nouveau PDG de Kronenbourg SAS

BRA RESTAURATION 11/01/2022

C'est le 6 janvier dernier qu'Anders Røed prenait officiellement ses fonctions de PDG de Kronenbourg SAS, succédant à Rémy Sharps.

Sodexo signe l'acquisition de Frontline Food Services

LES MARCHES 10/01/2022

Grâce à l'acquisition de Frontline Food Services, Sodexo poursuit sa diversification en proposant une offre multi-canal. Les deux sociétés attendent la validation de la transaction par les autorités.

Newrest ajuste son organisation commerciale

NEORESTAURATION 13/01/2021

Afin de consolider son dynamisme et d'assurer un développement cohérent sur ses quatre métiers (catering aérien, restauration ferroviaire, restauration concédée et gestion de bases de vie), Newrest ajuste son organisation commerciale.

Bio : la légumerie Rhône-Saône Légumes a démarré sa production

LES MARCHES 14/01/2022 - Après deux ans et demi de travail de ses deux co-fondateurs, la légumerie Rhône-Saône Légumes SCIC SA a démarré sa production le 3 janvier 2022, à Mornant (Rhône).

La marque "Le 87 dans l'assiette" veut entrer dans les cantines Haute-Vienne

LES MARCHES 11/01/2022 - Créée en 2017 à l'initiative d'éleveurs bovins limousins de Haute-Vienne, la marque "Le 87 dans l'assiette" n'a cessé de se développer. Elle vient de lancer des steaks hachés avec un nouvel emballage.

Guide pratique sur la nutrition et la petite enfance pour les professionnels

ZEPROS - Depuis plusieurs années, le Centre Aquitaine de Rééducation ALIMentaire et l'Ireps Nouvelle-Aquitaine (Instance Régionale d'Education et de Promotion de la Santé) travaillent main dans la main sur le terrain.



MATIERES PREMIERES ET INFLATION – EGALIM 2

Pourquoi les œufs bio seront plus chers Les Echos : 12/01/2022 :

La filière laitière attend un sursaut avec Egalim 2

LSA - 13/01/2022 : Les inquiétudes sont fortes quant à la mise en application de cette loi, qui doit servir de base pour les négociations commerciales de 2022. « Pour Egalim 2, la cause est juste mais la rédaction est imparfaite. Il y a plus de questions que de réponses et des manques de précision », « Elle ne va pas assez loin et il y a toujours des zones d'ombre, notamment sur les MDD », ajoute Jehan Moreau, directeur de la Fnil. « Appréhension », « vigilance », « imperfection »... Ces mots, ou maux, reviennent fréquemment dans la bouche des acteurs de la filière. Et même si cette loi prétend défendre une « juste rémunération des producteurs », la crainte est palpable chez les éleveurs, notamment en matière de redistribution.

La peur de l'inflation pousse les consommateurs vers les discounters

Les Echos - 14/01/2022: Egalim 2 exige la prise en compte des coûts de production des agriculteurs. Or, ceux-ci augmentent. Et les industriels demandent aussi des augmentations, de 7 à 8 %, notamment en raison de la flambée de l'énergie. Une inflation que les clients ne pourront pas suivre, affirment les enseignes. En particulier, les groupes généralistes, les Carrefour et Auchan, qui vendent les marques nationales comme les marques de distributeurs et qui savent que s'ils ne tiennent pas les étiquettes, les consommateurs seront encore plus nombreux à les quitter pour Lidl ou Aldi.

France: l'inflation a accéléré à 1,6% sur l'année 2021, au plus haut depuis 2018

AFP - 14/01/2022 : L'inflation en France a accéléré à 1,6% sur l'ensemble de l'année 2021, en moyenne annuelle, a dévoilé vendredi l'Insee, au plus haut depuis 2018, sous l'effet d'une envolée des prix de l'énergie et d'une hausse des prix des produits manufacturés. Les prix à la consommation, calculés en comparaison avec l'année précédente, avaient progressé de 0,5% en 2020, année marquée par l'apparition de l'épidémie de Covid-19, de 1,1% en 2019, et de 1,8% en 2018, ajoute l'Institut national de la statistique. Calculée hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, l'inflation dite sous-jacente a elle aussi accéléré, à + 1,1% après + 0,6% une année plus tôt. Dans le détail, les prix de l'énergie, qui avaient plongé de 6,1% en 2020, ont cette fois grimpé de 10,5%, pendant que les produits pétroliers se sont envolés de 13,5%, contribuant nettement à la progression des prix. Les prix des produits manufacturés ont quant à eux avancé de 0,3%, sur fond de reprise économique et de tensions dans les chaînes d'approvisionnement.

Comment le gouvernement veut limiter la hausse du tarif à 4%

Les Echos - 14/01/2022 : Face à la flambée des prix de gros de l'électricité, le gouvernement s'était engagé fin septembre à plafonner la hausse du tarif réglementé de vente (TRV) à 4 %. Les mesures annoncées par Bruno Le Maire, ce jeudi soir, doivent permettre de lutter contre une hausse de ce tarif désormais attendue à +35 %, si rien n'est fait.

Prix de l'électricité – Hausse du plafond de l'ARENH et Diminution de la TICPE

En réponse à la hausse des prix de l'énergie constatée depuis plusieurs mois, Bruno Le Maire a annoncé le 13/01 un relèvement du plafond de l'ARENH de 100 à 120 TWh. Pour rappel, l'ARENH permet aux fournisseurs alternatifs d'accéder au tarif régulé de l'électricité, qui a en parallèle a été relevé de 42 à 46.20 euros par MWh. Le coût de cette mesure a été évalué entre 7.7 et 8.4 milliards d'euros pour EDF. Les pouvoirs publics ont également abaissé la Taxe intérieure de l'électricité (TICPE) de 22.50 euros par MWh à 50 centimes par MWh, pour un coût évalué à 8 milliards d'euros pour le budget de l'état.

Ces mesures bien qu'ayant un effet significatif sur le coût de l'électricité ne permettront pas d'empêcher d'importantes hausses. Par ailleurs, elles n'impacteront pas le prix du gaz naturel qui atteint lui aussi des records historiques. **Communiqué de presse du gouvernement**

Colère des boulangers et meuniers contre la baguette "démagogique" de Leclerc

SNACKING TODAY - Des agriculteurs aux boulangers, l'ensemble de la filière du blé s'est indignée mercredi du lancement par le groupe Leclerc d'une baguette de pain à 0,29 euro, dénonçant une campagne "démagogique et destructrice..."

DEVELOPPEMENT DURABLE – ENVIRONNEMENT – BIEN ETRE ANIMAL

Plastique : ça craint pour les intestins

Les Echos Week - End - 14/01/2022 : Les personnes atteintes de maladies inflammatoires chroniques des intestins stockeraient plus que les autres dans leurs entrailles des microrésidus de matière plastique.

Le consommateur au secours du bien-être animal

Les Echos - 11/01/2022 : Le Parlement, qui vient d'adopter une loi favorable aux animaux, a curieusement évité le sujet de l'élevage. L'information aux consommateurs, et notamment l'étiquetage pour la volaille et bientôt le porc, pourrait faire progresser le sujet.

REP restauration – Groupe de travail Citéo

Le GECO FOOD SERVICE est fortement engagé sur le sujet depuis 2 ans. En l'attente du rapport définitif de l'Etat des lieux des emballages en restauration, piloté par l'ADEME pour le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (rapport prévu en décembre 2021), le GECO Food Service a participé à la troisième réunion du **groupe de travail REP restauration** organisé par Citéo (organisme d'éco-emballage actuellement en charge de la REP Emballages Ménagers, à laquelle sont soumis certains emballages de produits en hors foyer cf. pour les produits remis en l'état au consommateur dans le cadre d'une VAE ou LAD). Cette réunion rassemblait les syndicats et fédérations de metteurs en marchés, de distributeurs et d'acteurs de la restauration hors foyer.

Pour rappel, telle qu'elle est prévue dans la loi AGECE (février 2020) la REP restauration (**éco-contribution financière**) concernera **les emballages de tous les produits** (alimentaires et non-alimentaires) utilisés ou consommés par les professionnels de la restauration hors foyer. Il est prévu qu'elle soit **mise en place au 1^{er}/01/2023** (nouvelle date issue de la loi CLIMAT & RESILIENCE août 2021). Cette réunion a été l'occasion de rappeler **les différents points d'inquiétudes des entreprises** sur la mise en place de cette REP (manque de données pour quantifier et qualifier le gisement, impact sur la REP emballages, délais trop courts...). **Un courrier à destination des pouvoirs publics** va être rédigé et proposé aux différents acteurs présents pour signature. Il soulignera les problématiques identifiées et proposera la mise en place d'un dispositif transitoire au 1^{er}/01/2023 qui aura pour objectif de collecter les données nécessaires à une mise en place efficace de la REP.



GECO

FOOD SERVICE